

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

PROCEDURE ADAPTEE
(art 28 et 74 du CMP)



FOURNITURE DES APPROVISIONNEMENTS NÉCESSAIRES A LA CONCEPTION DES REPAS EN RESTAURATION SCOLAIRE DE MARTILLAC (2025-2028)

Mairie de MARTILLAC
14 Avenue Charles de Gaulle
33650 MARTILLAC
Tél : 05 56 72 71 20
e-mail : secretariat@mairie-martillac.fr
Site internet : www.martillac.fr

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

FOURNITURE DES APPROVISIONNEMENTS NÉCESSAIRES A LA CONCEPTION DES REPAS EN RESTAURATION SCOLAIRE DE MARTILLAC 2025-2028.

Livraison au groupe scolaire de la commune.

Les prestations feront l'objet d'un marché à bons de commande avec minimum et maximum passé en application de l'article 71-I du Code des marchés publics.

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

1.3 - Durée du marché

Le marché est conclu à compter du 1^{er} mars 2025 jusqu'au 28 février 2028 (soit 3 années), avec la possibilité de prolonger le marché aux mêmes conditions pour 1 année supplémentaire par voie d'avenant.

La personne responsable des marchés doit se prononcer par écrit au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché ; elle est considérée avoir refusé la reconduction du marché si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Le titulaire peut refuser la reconduction du marché par décision écrite notifiée à la personne responsable du marché dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification de la décision de reconduction. Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

1.4 - Marché à bons de commande

Les prestations feront l'objet de bons de commande notifiés par la personne responsable du marché au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande précisera :

- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par la personne responsable du marché ou son représentant par délégation pourront être honorés par le ou les titulaires.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- Le détail des prix unitaires

B) Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 10.2.2.

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-F.C.S.) approuvé par le décret 77-699 du 27 Mai 1977 modifié, en vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois Mo) ;

Article 3 : Délais d'exécution ou de livraison

3.1 - Délais de base

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations de l'article 1.4 du présent C.C.A.P.

3.2 - Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par la personne responsable du marché dans les conditions de l'article 10.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 4 : Conditions d'exécution des prestations

4.1 - Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai de livraison commence à courir à compter de la date de notification du bon.

4.2 - Conditions de livraison

Sans objet.

4.3 - Formation du personnel

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations objet du marché.

Pour assurer cette formation, le titulaire mettra à la disposition de la personne publique un formateur qualifié aux tarifs journaliers suivants :

Le coût de la formation minimale des agents municipaux est inclus dans les prix des repas des candidats.

La société veillera en liaison avec les responsables municipaux à assurer la formation de base indispensable des agents de service :

- * cuisson et mise en température
- * observation de la chaîne du froid
- * préparation et présentation des hors d'œuvre, des plats principaux (viandes, poissons et légumes...etc), des fromages et desserts avec toutes les précautions d'hygiène qui s'imposent;
- * mise en place des méthodes HACCP selon l'arrêté du 29 septembre 1997 fixant les conditions d'hygiène applicables dans les établissements de restauration collective à caractère social.

UN REPRESENTANT DE LA SOCIETE DEVRA S'ASSURER PENDANT TOUTE LA DUREE DU MARCHE DE LA BONNE EXECUTION DES PRESTATIONS. IL SERA L'INTERLOCUTEUR PRIVILEGIE DE LA VILLE ET ASSURERA LES FORMATIONS ET LA MISE EN PLACE DES ANIMATIONS DANS LES RESTAURANTS SCOLAIRES.

Article 5 : Vérifications et admission

5.1 - Opérations de vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le responsable municipal de la restauration ou son adjoint au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 18, 19 et 20.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

5.2 - Admission

L'admission sera prononcée par la personne responsable du marché habilitée à cet effet ou son représentant par délégation dans les conditions prévues à l'article 21 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 6 : Nature des droits et obligations

6.1 - Garantie technique

Les prestations ne font l'objet d'aucune garantie technique.

6.2 - Maintenance et évolution technologique

De par sa nature, la prestation objet du marché ne nécessite pas de maintenance.

Article 7 : Marchandises remises au titulaire

Aucune marchandise appartenant à la collectivité publique ne sera remise au titulaire.

Article 8 : Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 9 : Avances

9.1 - Avance forfaitaire

9.1.1 - Généralités

Si la durée initiale N de validité du marché n'excède pas 12 mois, son montant est, en prix de base, égal à 5,00 % du montant minimum du marché. Il est égal au produit de ces 5,00 % par 12 / N, N étant exprimé en mois, si la durée initiale N dépasse 12 mois.

9.1.2 - Modalités de paiement

Pour le versement de l'avance forfaitaire, le délai global de paiement court à compter de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations prévues dans le premier bon de commande.

Toutefois, le titulaire doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. Le délai global de paiement ne peut courir avant la réception de cette garantie.

9.2 - Avance facultative

Aucune avance facultative ne sera versée.

Article 10 : Prix du marché

10.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires, selon les stipulations de l'article 2 de l'acte d'engagement.

Le candidat indiquera sur le bordereau de prix, ses offres de prix unitaires qui doivent être proposées en prix nets euros HT. Le taux de TVA en vigueur sera appliqué au prix net unitaire euro HT.

Si le taux de TVA ou l'assiette des taxes perçues sur les affaires variait entre la date d'établissement du prix (ou des prix) et l'époque du fait générateur de la T.V.A., il sera tenu compte de cette variation lors des paiements.

L'établissement des prix de repas fera apparaître en valeur et en quantité, le coût de chaque élément constitutif suivant :

- * les matières premières et ingrédients nécessaires à la confection des repas
- * la main-d'œuvre nécessaire aux prestations

- * les frais de transport et les frais divers de gestion
- * une serviette de table en papier individuelle à usage unique pour chaque repas destiné aux enfants du primaire et aux surveillants, et deux serviettes pour les enfants de la maternelle
- * l'éventuelle barquette polypropylène thermofilmée modèle répondant à la norme barquette Gastronomes 1, 3, 4, 7 ou 8 portions de viande ou de légumes
- * la rémunération du titulaire du marché

Le candidat proposera un prix ferme pour tous les repas servis pendant la durée de la première année du marché.

Le prix de règlement tiendra compte des variations éventuelles du taux ou de l'assiette des taxes légales ou réglementaires applicables à la prestation.

Au cas où le marché, en cours d'exécution, viendrait à être bouleversé par un événement exceptionnel d'ordre économique qui ne serait pas le fait des parties contractantes, de telle sorte qu'une variation brutale de la part des différents du prix de revient provoquerait un déficit réellement important et non un simple manque à gagner, les parties consentent à se mettre d'accord pour déterminer les conditions spéciales dans lesquelles le titulaire du marché pourra assurer la continuité de l'exécution de la prestation.

A défaut d'entente amiable, le point de départ pour l'application du délai de résiliation contractuel sera considéré comme courir à partir de la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception par la partie la plus diligente pour confirmer le désaccord.

Pour la première année du marché, les prix sont fermes. En cas de reconduction, pour la deuxième année du marché, à compter du 1er mars 2015, le prix indiqué dans le bordereau des prix sera révisé selon la formule décrite infra.

10.2 - Variations dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

10.2.1 - Type de variation des prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées aux 10.2.3 et au 10.2.4 du présent document.

10.2.2 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de février 2022 ; ce mois est appelé « mois zéro ».

10.2.3 - Choix des index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index **RRSU Repas dans un restaurant scolaire ou universitaire** appliqué aux prix :

Index	Prix concernés
RRSU	Tous les prix du bordereau des prix.

Publié(s) au BMS

10.2.4 - Modalités des variations des prix

La révision est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule :

$$C_n = 12,50\% + 87,50\% (I_n/I_0)$$

dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n.

Article 11 : Modalités de règlement des comptes

11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions des articles 8.1 et 8.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

11.2 - Présentation des demandes de paiements

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 8 et 8bis du C.C.A.G.-F.C.S.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché et du bon de commande ;
- la prestation exécutée ;
- le montant hors taxe du service en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le prix des prestations accessoires ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

Le paiement au titulaire du marché s'effectuera sur présentation de factures établies en trois exemplaires, un des exemplaires portant la mention «original» et les deux autres «copie», dans les conditions suivantes :

A l'issue du mois de la prestation, le titulaire du marché présentera le 5 du mois suivant de la facture qui devra faire apparaître distinctement, pour chaque point de livraison, le nombre de repas livrés qui devra être conforme au nombre de repas commandés et sera rapproché dans les quantités relevées sur les bons journaliers de livraison qui resteront déposés aux archives de la Mairie pour servir aux cas de contestations.

La facture devra être adressée à :

Le titulaire devra indiquer de façon apparente le numéro d'inscription à l'INSEE et, suivant les conditions du marché, les prix hors taxes, le montant des taxes et le total TTC.

Le prestataire s'engage à fournir à la Ville toutes pièces relatives à la fourniture des produits laitiers lui permettant d'obtenir les subventions France Agrimer.

11.3 - Mode de règlement

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, augmenté de deux points.

Article 12 : Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Concernant les pénalités journalières, seules les stipulations de l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent.

En cas de retard de livraison le Maire ou son représentant aura le droit de pourvoir aux besoins du service, aux frais risques et périls du titulaire du marché, sans mise en demeure préalable.

Toute infraction à l'une ou l'autre des conditions générales ou particulières sera constatée par un rapport spécial du maire ou de son représentant.

Au vu de ce rapport, le maire ou son représentant pourra, si le titulaire du marché ne remplit pas les obligations que lui imposent les documents contractuels, ou s'il remplit d'une façon inexacte ou incomplète, de nature à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché et passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs aux risques et périls du titulaire déchu, après notification à ce dernier par lettre recommandée.

Les sommes qui seraient dues au prestataire resteraient déposées à la Caisse du Trésorier Principal, Receveur Municipal de la Ville et seraient affectées à l'acquittement des excédents de dépenses engagées pour pallier aux insuffisances du titulaire du marché, sans préjudice des poursuites qui pourraient être exercées en cas d'insuffisance.

La Ville profitera exclusivement de la différence de tarification si les prix du nouveau fournisseur sont inférieurs à ceux qui étaient payés au fournisseur échu.

En outre des pénalités pour tout problème ponctuel de qualité ou de quantité sont fixées ci-dessous :

La réception ne sera définitive qu'après l'achèvement des vérifications en qualité et en quantité, lesquelles devront demeurer constantes tout au long du marché.

Le Maire ou son représentant se réserve le droit de rejeter les fournitures ne satisfaisant pas aux conditions prescrites, soit de les accepter avec une réfaction de prix de 80 % du total des repas en cause, décomposée comme suit :

** 30 % correspondant aux insuffisances de qualités ou de quantités

** 50 % à titre de pénalités

A déduire de la facturation du mois en cours.

A défaut de notification de rejet (total ou partiel) ou d'acceptation avec réfaction dans le délai de 72 heures de la livraison, la réception sera considérée comme acquise. Ce délai ne saurait cependant pas être opposé par le fournisseur dans le cas où les fournitures donnent lieu à expertise. L'avertissement qui en est fait au fournisseur ou à son représentant, suspend le délai ci-dessus. La décision de réception définitive est dans ce cas subordonnée aux résultats de l'expertise qui doivent être communiqués au fournisseur dans le délai d'un mois de l'avertissement précité.

Sur l'initiative du Maire ou de son représentant, il pourra être procédé à une expertise des fournitures. A cet effet, un repas sera chaque jour prélevé dans n'importe quel point de distribution et congelé en attente.

La constatation des avaries sera en principe faite contradictoirement avec le fournisseur ou son représentant accrédité, convoqué dans les délais compatibles avec les possibilités normales de déplacement. En cas d'absence du fournisseur ou de son représentant, ou en cas de nécessité, il sera passé outre. Dans l'éventualité d'une contestation, la décision de l'expert choisi par le Maire sera sans appel.

Les frais de vérifications, épreuves, analyses ou expertises seront à la charge du fournisseur, si la fourniture ne satisfait pas à une quelconque des clauses contractuelles.

Lorsqu'une livraison aura été reconnue irrecevable, le fournisseur devra en effectuer le remplacement dans les conditions et sous les réserves mentionnées à l'article suivant sans préjudice de la mise en application des pénalités précitées.

Dans le cas où le remplacement de la fourniture aura dû être effectué, la réception de la nouvelle livraison sera également subordonnée à une expertise dont les frais seront à la charge du fournisseur quels que soient les résultats de cette expertise.

12.2 - Pénalités d'indisponibilité

Il n'est pas prévu de pénalité d'indisponibilité.

Article 13 : Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Le titulaire sera tenu, au titre du marché passé, de souscrire les assurances nécessaires pour garantir la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir à raison des dommages causés aux tiers (dommages corporels et matériels) :

* Par la personne salariée de l'entreprise ou toute autre personne sous la responsabilité de celle-ci dans l'activité nécessitée par l'exécution du marché.

* Par le matériel ou des produits utilisés

* Du fait des prestations exécutées ou du fait d'un événement engageant la responsabilité de l'entreprise

Le titulaire du marché sera tenu de présenter une copie de la police souscrite à cet effet ainsi qu'une attestation délivrée par la Compagnie d'assurance, justifiant le paiement de la prime afférente à la période en cours.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, ce dernier sera réputé la prendre intégralement à sa charge.

Article 14 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

Article 15 : Droit et Langue

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 16 : Clauses complémentaires

Sans objet.

Article 17 : Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

L'article 9.1.2 déroge aux articles 4.1 et 4.2 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services.

Lu et approuvé (à écrire en toutes lettres)

**Le Prestataire :
(signature)**

**Pour la Ville,
la Personne Responsable du Marché :**